

Objet **[INTERNET] Avis Pour Enquete Publique UGIRING**



De [REDACTED]
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
Date 31/03/2024 23:49

- Avis [REDACTED] Enquete Publique UgiRing.pdf (~34 ko)

Madame, Monsieur, Trouvez-ci joint ma déposition à l'enquête publique relative au projet Ugi'Ring
Cdlt, [REDACTED]

Avis pour l'Enquête Publique Ugi'Ring

Quelques questions et remarques...

[REDACTED]
Habitant de la commune de La Léchère

DEUG Biologie/Chimie (Univ. Nancy)

Licence Biochimie (Univ. Nancy)

Maîtrise Biologie des Populations et des Écosystèmes (Univ. Nancy)

Maîtrise Biologie Générale et Sciences de la Terre (Univ. Nancy)

DEA Ecotoxicologie (2003, Univ. Metz)

BE Accompagnateur en Montagne (2011) (Profession Actuelle)

Non-Membre du collectif citoyen contre Ugi'Ring

Désinscrit du groupe WhatsApp dudit collectif

Aucun lien avec l'Industrie

Aucun lien avec la Politique

Utilisateur de machines-outils anciennes fabriquées en France

Utilisateur de métaux et favorable dans l'idée à une réindustrialisation

Mais soucieux avant tout de la santé des populations à proximité des industries

Je n'ai pas le temps ici de développer ce qu'est l'écotoxicologie, ses espoirs, ses avancées, ses retards, ses limites, ses désarrois quand il s'agit de voir passer ses recommandations scientifiques en prescriptions environnementales législatives... il y aurait pourtant beaucoup à dire...

L'internet pourra vous en parler aussi...

Pas non plus trop le temps de revenir sur la difficulté d'établir des normes relatives aux substances chimiques, qui pour certaines sont appelées polluants quand elles sont rejetées dans l'environnement... La législation comble tout doucement son retard en la matière, de manière évolutive, devant les complexités politico-économico-socialo-environnementales...

Difficile de revenir aussi longuement sur le fonctionnement des institutions... que dire du fait que l'avis de la MRAe, en l'espèce plutôt très pertinent, ne soit pas contraignant, mais juste une recommandation ?... Rien n'oblige un industriel à se plier à ce que la mission étatique en question considère comme nécessaire...

Il en résulte un Code de l'Environnement qui est en un sens une passoire... Il suffit de voir le tableau du CE repris en P91-92 Partie 4 EIE dossier Ugi'Ring et présentant la réglementation en matière de qualité de l'air... Les métaux cités (dont sont absents bon nombre de métaux lourds polluants !) n'ont pas de valeur limite, seulement des "valeurs cibles" non contraignantes, à atteindre

"dans la mesure du possible"...

C'est à telle point une passoire qu'Ugi'ring elle-même, devant ces limites, se réfère aux recommandations de divers organismes pour les polluants non évoqués dans le CE...

Disons aussi un mot, au sujet du train de retard qu'ont les réglementations/recommandations, de leur propres aveux... A titre d'exemple rapide il suffit de voir la "recommandation" de l'ANSES relative au "Chrome VI" dans l'eau potable, 2012... En remplacement du chiffre de 50µg/L, notoirement laxiste, le chiffre de 6 µg/L est préconisé comme "objectif réaliste à titre provisoire"...

Sous entendu, "il faudrait faire encore mieux mais ça va faire des histoires... L'OEHA (Santé Environnementale Californie), recommande elle 0,02µL... (300 fois moins). C'est dire si une "norme" est à lire comme une chose fluctuante et pas comme une réalité intangible... du moins devrions nous tous avoir ce genre de choses à l'esprit en lisant un dossier d'exposition aux risques sanitaires...

En effet, avec tout ça en tête, il faut bien, quand même, tenter de faire une "évaluation des risques", de manière à savoir si un projet présente des risques pour l'environnement, et plus encore pour la santé de populations... C'est ce à quoi se livre Ugi'Ring dans la partie 4 (environnement) et

4bis (exposition aux risques sanitaires)... La démarche suivie se base sur les recommandations étatiques en la matière, tant mieux, mais encore faudrait-il aller au bout, tout au bout, de la démarche, qui se veut vertueuse j'en suis certain, mais qui soulève quelques questions tout de même...

Commençons plutôt par la fin... Les points 9 et 10 de la Partie 4bis du dossier (P 4 bis), développent des raisonnements et des calculs qui semblent classiques en la matière... Des hypothèses y sont prises, certaines certainement discutables, mais la démarche majorante adoptée les lisse probablement...

La conclusion du point 10 (p94) est que tout est au vert, en terme d'inhalation et ingestion (végétaux/particules de sol) des divers polluants, au long cours de la vie des gens, même dans le pire des cas (point de plus grosse exposition aux polluants), et même en sommant les Quotient de Danger (QD) et Excès de Risque Individuel (ERI)...

J'ai envie de dire, "forcément"... faire un dossier sans démontrer l'innocuité n'aurait pas de sens (!)... Remarquons toutefois que nous ne sommes pas à 10% des valeurs limites de références, plutôt entre 50 et 75%... Quid d'un doublement de l'activité du site, déjà évoqué dans les dossiers...? Ou d'une erreur d'un facteur 2 quelque part en amont...?

Remontons un peu dans le dossier, puisque tout est vert à la fin, mais que ça dépend précisément des points en amont...

Le point 8 concerne la modélisation des dépôts de polluants sur la zone d'étude... Pour ce faut il faut rentrer dans le logiciel les points clefs : topographie, météo, quantités de polluants....

P4bis p68 il est évoqué l'absence de station météorologique à proximité du site, conduisant à l'utilisation de modèles numériques... D'une part il est étonnant que pour un projet de telle envergure,

prévu depuis plus d'une année, qu'une étude précise des conditions météo locales n'ait pas été réalisée, au long cours, à minima l'année passée... Avec la pose de plusieurs stations météo (anémomètres, thermomètres, pluviomètres), dispersées sur tout la zone d'étude, de manière à représenter au mieux les flux d'air à une échelle fine... La proximité des habitations avec l'usine est

elle aussi fine, on parle de centaines de mètres...

D'autre part, les modèles évoqués, AROME et WRF, dans leur configuration la plus fine ont respectivement des mailles d'au mieux 1,3km et 2km... On n'est pas à la même échelle, quid de la représentativité des résultats du modèle, particulièrement quant aux flux d'air ?...

Il est indiqué la prise en compte de l'instabilité de l'air, via divers indicateurs... cependant, quid de la prise en compte, ou non, par ceux-ci des couches d'inversion fréquentes en hiver sur la zone...? Quid aussi de la prise en compte des phénomènes de brise de pente/vallée, qui prennent souvent le dessus du "vent météo" ? Quid du choix d'avoir pris en compte une zone rurale par/pour l'écart-type de Pasquill ? Vu l'abondance de structures construites dans la zone, et les (micro) reliefs

locaux, on est sans doute plus proche d'une "zone urbaine" (plus défavorable en terme de retombées des polluants)...

Un point agaçant au sujet du vent, qui revient plusieurs fois tout au long des parties 4 et 4bis... Il est répété qu'un vent fort (plus fort que celui modélisé ou courtement mesuré) est favorable

à la dispersion des polluants rejetés par les cheminées. Si intuitivement cela peut sembler vrai, il se

trouve que c'est plus faux que vrai... Les études conduites dès les années 1950 sur base de maquettes en souffleries, montrent clairement que le rabattement des panaches de cheminées industrielles est beaucoup plus marqué en cas de fort vent, d'autant plus si le terrain est propre à la

formation de turbulences, diminuant la dilution des polluants (consulter "Role of Chimney Design in Dispersion of Waste Gases", R.H. Sherlock and E.J. Lesher, 1954).

Il semble aussi que la prise en compte du relief est "simplifiée" (P4bis p67), avec un échelonnement tous les 100m des altitudes (p72)... Quid encore de la nécessité de finesse vis à vis des habitations proches (il existe un MNT à 25m) ?...

Remarque intermédiaire sur les mesures du fond des polluants sur site et alentours, dans l'air, pour le point le plus critique... concomitamment avec des mesures météo... Partie 4bis, p28... Ces mesures ont été mises en place sur seulement 15j, sur chacune uniquement un point... Quid de la représentativité, surtout quand on connaît les nettes variations saisonnières en nos montagnes... Le point "mesure polluant air", dans le périmètre de l'usine, était au pied de grands bâtiments... Le point anémomètre/girouette/pluvio, était lui aussi au sol à proximité de bâtiments... N'eut-il pas été possible de faire des mesures en différents points autour du site, en haut d'un bâtiment, à la confluence des flux d'air Tokai/Ugi-ring, etc, etc...?

Sur la modélisation ARIA des dépôts... Pour le coup, la modélisation est faite par mailles de 50m... mais les résultats sont présentés de façon obscure dans des tableaux !... Il eut été pour le moins agréable de voir des cartes des dépôts, comme le logiciel sait le faire (figure 21, P66, exemple de carte, ne correspondant pas au site de la présente étude)... Vraiment très pratique (sic) de devoir jongler entre les tableaux page 80 et la carte des points considérés p73... Où sont les

"max domaine" pour les différents polluants (dont les valeurs PM10 et PM2.5 sont en gros supérieures

d'un ordre de grandeur (10x) aux autres points)...

En tout état des choses la modélisation ne vaut que par ce qui y est entré... Nous avons vu les interrogations sur les données météo et topographiques entrées...

Voyons à présent les données concernant les flux de rejets/polluants entrés dans le modèle...

C'est sans doute là que le flou le plus grand règne et c'est bien dommage... Déjà, les données se trouvent en page 25 et page 75... très pratique à consulter...

Ensuite, pour ma part, je n'arrive pas à comprendre si Ugitech/Ugi'Ring a procédé ou pas à une mise en oeuvre du/des procédé(s), à échelle réduite potentiellement... Si non, ça semble osé de lancer un process industriel à grande échelle sans avoir fait d'essais réels avant (!)... Si oui, il n'était

pas difficile de faire des mesures précises sur tous les polluants rejetés !... (Oxydes Métalliques, Métaux, COV/HAP, etc...)... Ugitech dispose d'un Pole Recherche et Développement...

On se retrouve du coup dans une ambiguïté (p25), par exemple pour le chrome VI, entre

"Pour la somme Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn, les concentrations métal par métal sont basées sur la connaissance du procédé et des spécifications des produits qui seront introduits dans le four (et en particulier de la part de chacun des métaux susceptibles d'être présents dans les produits entrants)"... et "du fait de l'absence de retour d'expérience sur un procédé similaire, l'exploitant ne

dispose pas de données représentatives de l'activité pour caractériser les émissions spécifiques de chrome hexavalent (Cr VI), forme la plus toxique du chrome"... Mais une estimation est proposée sur base de mesure connues d'Ugitech...

On sait... Mais on sait pas... Mais on sait... ??? Comment comprendre "la connaissance du procédé"... Connaissance théorique ? Pratique suite à des manip de labo ? Ne valait t-il pas le coup d'étudier plus en détail la question du Chrome VI, sujet particulièrement sensible ces dernières années... D'autant plus que le chrome entre pour 15 à 25% de la composition des aciers inox... Ce n'est pas comme si c'était un obscure sous produit parasite... (??)...

Un certain flou s'observe aussi sur "les sommes Cd+Hg+Tl et As+Se+Te" puisque "Il n'est pas attendu des émissions de cadmium, de mercure, de thallium, d'arsenic, de sélénium et de tellure dans les rejets d'UGI'RING" ... Mais ces métaux sont cités comme éléments indésirables pouvant se trouver dans notamment les piles entrant dans le process... Pour lesquelles une analyse chimique sera certes faite, mais a priori avec certificat d'acceptation d'un an par fournisseur...

Fournisseurs

qui ne peuvent pas garantir qu'il n'y a pas de mercure (Hg) (Partie 2, p45)... Ce dernier étant du coup un métal pour lequel on prévoit une filtration des rejets par adsorbant...

En ce qui concernent les COV/HAP, Partie 4bis, p25 il est indiqué "Le four de fusion et le sécheur sont susceptibles d'émettre des Composés Organiques Volatils (COV). À ce jour, du fait de l'absence de retour d'expérience sur un procédé similaire (absence de facteur d'émission ou de mesures de type screening COV sur un site équivalent), l'exploitant ne dispose pas de données représentatives de l'activité pour caractériser les émissions spécifiques de COV.

Une fois encore une maquette de laboratoire du procédé permettrait (a permis ??) de mesurer précisément ce genre de choses...

Alors, certes, des estimations sont proposées en remplacement de valeurs mesurées... Et conséquemment une ré-évaluation de l'ERS, sur base du suivi projeté en collaboration ATMO/ARS (sur recommandation de la MRAe)... Mais n'est-il pas un peu "léger", pour le point qui in-fine conditionne la validité de toute l'étude de risque sanitaire, de procéder ainsi, dans un contexte où des populations vivent quasiment à toucher l'usine ? D'autant que la faisabilité techniques d'une étude précise et expérimentale du process et de ses rejets ne semble pas relever d'une technologie inabordable...

Conclusion : De manière globale, oui a de l'industrie, nous sommes tous utilisateurs de métaux... Oui a des process novateurs permettant un recyclage en ces temps de tension sur les matières premières... Oui, essayons de faire confiance aux institutions malgré leurs limites... Oui, les industriels "modernes" essayent de faire le nécessaire pour l'environnement... Oui, cette usine sera sans doute moins polluante que les usines antérieures...

Toutefois, dans le cas présent, et dans une vision de sécurité sanitaire, qui me semble t-il est notre priorité à tous, et sans doute le point le plus important de tout le dossier, je me demande, à la

lecture des différentes parties du dossier, si les limites et interrogations qui s'y trouvent ne devraient

pas être levées avant que d'autoriser une telle usine à démarrer son activité à quelques centaines de mètre de villages...

La Léchère, le 31/03/2024 (à 23h42 !)...